



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ DCPAT 2026 – n° 214**

**portant mise en demeure**

**Société SAINT-GOBAIN ISOVER  
située parc d'activités des Trois routes à Chemillé,  
commune déléguée de CHEMILLÉ-EN-ANJOU (49 120),**

**Installation de fabrication de laine de verre**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

**Vu** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD-2022-n°184 délivré le 5 juillet 2022 à la société SAINT-GOBAIN ISOVER pour l'exploitation d'installations de fabrication de laine de verre sur le territoire de la commune de CHEMILLÉ-EN-ANJOU à l'adresse suivante : zone d'activité des trois routes, concernant notamment les rubriques 3330, 3340, 2530-2a, 2791.1 et 2940-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022 susvisé qui dispose : « Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. » ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 décembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé, reçu le 12 janvier 2026 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 20 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

*Les modalités d'aménagement du stockage des rebuts de laine de verre servant à l'alimentation du four SBM ne sont pas réalisées conformément aux modalités prévues dans le porter à connaissance déposé le 10 décembre 2023. La forme, la hauteur et l'emplacement des zones de stockage des balles de laine de verre ne correspondant pas à l'hypothèse retenue pour réaliser la simulation des flux thermiques en cas d'incendie dans cette zone.*

*Les modalités de stockage des produits ISOCOTON dans le bâtiment logistique ne sont pas réalisées conformément aux dispositions prévues dans le porter à connaissance déposé le 24 juillet 2025. Les quantités et la localisation des produits combustibles ne correspondent pas aux hypothèses retenues pour la réalisation de la simulation des flux thermiques en cas d'incendie.*

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022 susvisé ;

**Considérant** que la maîtrise et l'acceptabilité des risques présentés par les installations de stockage susvisées n'est pas démontrée ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN ISOVER de respecter les prescriptions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

### **Arrête**

**Article premier** – La société SAINT-GOBAIN ISOVER sise Parc d'activité des Trois Routes sur la commune de CHEMILLÉ-EN-ANJOU est mise en demeure de respecter les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022 en :

- procédant sous 5 jours à compter de la notification du présent arrêté, au déplacement des balles de rebuts de laine de verre situées en dehors des zones de stockage prévues (rebut externes et internes).
- complétant sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, son porter à connaissance du 12 octobre 2023, concernant le stockage des rebuts de laine de verre, afin que celui-ci corresponde à la situation d'exploitation réelle du site. Les compléments devront prendre en compte les remarques et demandes de l'Inspection formulées dans le rapport de la visite d'inspection du 20 octobre 2025. Ils devront notamment prendre en compte les quantités maximales de stockage dans chacune des alvéoles et justifier de l'absence de risque induit par les modifications réalisées. L'exploitant devra procéder à une nouvelle modélisation des flux thermiques avec des hypothèses correspondant à la situation réelle de l'aménagement. Il argumentera les hypothèses (poids de balles prises en compte, nombre de balles, hauteur de stockage...) et justifiera de la prise en compte de la situation la plus défavorable.
- Mettant à jour sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, son porter à connaissance concernant le stockage d'ISOCOTON à l'intérieur du bâtiment logistique. Il devra s'assurer que les quantités maximales de stockage des divers produits ne soient pas dépassées. Il procédera à une actualisation de la modélisation des flux thermiques selon les observations mentionnées dans le rapport d'inspection de la visite du 20 octobre 2025.

Il transmettra un plan de cette modélisation à une échelle qui permette d'identifier les enjeux et les risques.

Il complétera son rapport de connaissance par des tableaux précisant la distance de sortie des flux thermiques, et les précautions prises pour éviter les effets domino en cas de sinistre.

**Article 2 –** L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, dans les délais mentionnés à ci-dessus.

**Article 3 –** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 4 –** Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Maine-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chemillé-en-Anjou pour y être consultée.

**Article 5 –** Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 – Exécution – Ampliation** – Le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Cholet, la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Chemillé-en-Anjou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SAINT-GOBAIN ISOVER par courrier recommandé.

Angers, le 26 FEV. 2026

Le Préfet,



François PESNEAU

